

Le débat sur la biotechnologie dans l'agriculture

Depuis 1995, des plantes de culture génétiquement modifiées sont exploitées à l'échelle commerciale. Et dès lors, la production mondiale de ces plantes n'a cessé d'augmenter. Aujourd'hui, 99% des surfaces de culture correspondante se concentrent dans les pays suivants (par ordre de grandeur des surfaces) : Etats-Unis, Argentine, Canada, Brésil, Chine, Afrique du Sud, Inde, Australie, Roumanie et Uruguay. Les plantes génétiquement modifiées cultivées actuellement sont principalement le soja, le maïs, le coton et le colza. Un quart déjà des surfaces réservées à la culture de ces quatre plantes est consacré à des variétés génétiquement modifiées qui tolèrent les herbicides ou résistent aux parasites.

L'introduction de la nouvelle technologie a aussitôt provoqué un débat enflammé sur ses avantages et ses dangers, un débat qui révèle une polarisation croissante entre l'UE, critique, et qui a mis en place des règles d'admission restrictives, et les Etats-Unis, tout acquis à la biotechnologie. Les organisations de protection de l'environnement, de défense des consommateurs et de coopération au développement se rallient à la première position, les entreprises biotech à la deuxième. L'ouvrage « Genes, Trade, and Regulation » analyse les raisons et répercussions globales de cette polarisation, ainsi que plusieurs approches de solution. L'auteur est plutôt pessimiste. A son avis, les chances d'un rapprochement volontaire des deux protagonistes sont minces.

L'utilisation des biotechnologies représente-t-elle la bonne solution pour combattre les insectes ravageurs tel Helicoverpa armigera?

Photo : G. Schachermayr, ISCB



On semblerait plutôt s'acheminer vers un conflit commercial international : alors que les réglementations de l'UE empêchent pratiquement l'importation de produits contenant des plantes génétiquement modifiées, les Etats-Unis tentent de les imposer, par l'intermédiaire de l'OMC.

Les pays en développement se trouvent déchirés entre ces deux positions. D'un côté, un grand nombre d'entre eux résistent à la nouvelle technologie. D'abord, parce que ni les producteurs, ni les consommateurs n'ont tiré grand profit de la première génération de plantes génétiquement modifiées. Ensuite, parce qu'ils craignent une baisse de leurs recettes d'exportation, au cas où les marchés hostiles au biotech continueraient de croître. Et enfin, parce qu'ils rechignent à se lancer dans les investissements considérables requis pour mettre en place un système de tri et de labelling. D'un

Table de matières

Article de fond	
Le débat sur la biotechnologie dans l'agriculture	1
D'intérêt courant	
<i>Politique</i>	
Le débat sur le commerce et l'environnement au sein de l'OMC	3
La décentralisation de la gestion des forêts en Amérique latine	3
Le Cadre de politiques d'adaptation	4
<i>Mise en œuvre</i>	
Gestion forestière intégrée et participative au Pakistan	5
L'UE soutient les exportateurs de pays en développement	5
Effets négatifs de la libéralisation du marché de la noix de cajou	6
Prévention et diminution des risques environnementaux	6
<i>Recherche</i>	
Le jeu de rôles SAMBA	7
La déforestation et les systèmes agraires à Madagascar	8
Evènements	
Symposium Genre et Forêt	8

ARTICLE DE FOND

autre côté, les entreprises biotech et les milieux de la recherche en biotechnologie les appâtent avec des pronostics optimistes : l'agriculture biotechnologique peut nettement augmenter le rendement dans des conditions difficiles et donc les aider à lutter contre la sous-alimentation. Un article récemment paru dans « Nature » démontre qu'en Afrique, les deux camps engagent des fonds privés et publics afin d'influencer les Etats dans une direction ou l'autre. Par exemple, en soutenant la recherche en biotechnologie dans tel pays ou en l'aidant à mettre en place des réglementations strictes en matière de biosécurité, en finançant des campagnes de sensibilisation de l'opinion publique et politique. Le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, qui règle le commerce international d'organismes modifiés vivants, est une pomme de discorde essentielle dans cette lutte d'influence. Les deux camps ont leurs propres idées sur la manière de le mettre en œuvre dans les différents pays.

Le continent africain est sous pression, mais commence seulement à s'occuper sérieusement de biotechnologie agricole. Jusqu'ici, seuls l'Egypte, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe ont promulgué des lois dans ce domaine. Sans doute est-il utile d'offrir une aide financière et technique pour développer les connaissances et compétences sur cette nouvelle technologie. La décision sur son engagement est difficile mais elle doit être prise par les pays en développement eux-mêmes.

SOURCES

Global Status of Commercialized Transgenic Crops: 2003. Executive Summary. Clive James. ISAAA Briefs No.30, 2003. 8 p.

www.isaaa.org/Press_release/Briefs30-2003/es_b30.pdf

Genes, Trade, and Regulation. The Seeds of Conflict in Food Biotechnology. Thomas Bernauer. Princeton University Press, 2003. 229p.
<http://pup.princeton.edu/titles/7665.html>

GM crops: A continent divided. Ehsan Masood in: *Nature* 426, 224 – 226 (20 November 2003). 3p.

www.nature.com/login/scidev_login.taf?=/nature/journal/v426/n6964/full/426224a_fs.html

Le débat sur le commerce et l'environnement au sein de l'OMC

Bien que l'OMC fasse explicitement siens les objectifs du développement durable dans le préambule à l'Accord de Marrakech de 1994, il ne sera véritablement question de commerce et d'environnement que dans les négociations à venir. Autant dire que l'intégration des politiques commerciales et environnementales, pourtant essentielle, est encore loin d'être réalisée.

Les effets du commerce sur l'environnement sont multiples et complexes. Une grande diversité de facteurs doit être prise en considération. Pour l'heure, il est impossible de répondre de manière concluante à la question de savoir si l'augmentation des flux commerciaux a des effets positifs ou négatifs sur l'environnement. Toujours est-il que la libéralisation du commerce devrait impérativement s'accompagner d'un accord-cadre en matière de politique environnementale. Jusqu'à maintenant, 250 accords multilatéraux sur l'environnement (MEA) ont été conclus parallèlement à l'Accord de l'OMC, mais sans grand impact sur celui-ci. L'article décrit de manière concise et pointue la position actuelle de la Communauté internationale dans le débat sur le commerce et l'environnement et indique les domaines où il est urgent d'agir.

SOURCE

Trade and Environment in the WTO: after Cancun. Duncan Brack, Thomas Branczik. Briefing paper No. 9. The Royal Institute of International Affairs, Sustainable Development Programme. February 2004. 11p
www.riia.org/pdf/research/sdp/T&EFeb04.pdf

La décentralisation de la gestion des forêts en Amérique latine

L'émergence de gouvernements locaux (planifiée, parfois spontanée) caractérise les tendances politiques ayant cours en Amérique latine depuis les années 1990. Un ouvrage analyse les répercussions du phénomène de décentralisation au niveau de la gestion des forêts (permis, taxes, coupe du bois, brûlis, conservation, reforestation, conflits, activités non forestières) par des études menées au Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Brésil et en Bolivie. Trois questions de départ rallient ces études :

- quels pouvoirs ont été attribués aux gouvernements locaux et pourquoi ?
- quelles initiatives ces derniers ont-ils prises concernant les forêts ?
- quels sont les résultats de ces expériences, et par quels facteurs ont-ils été influencés ?

Pour y répondre, les auteurs ont considéré les points de vue des différents protagonistes (gouvernements centraux, institutions nationales, législateurs, gouvernements municipaux, communautés locales, ONGs). L'étude de cas du Nicaragua, par exemple, montre les contradictions entre sa législation forestière et environnementale qui promeut une gestion centralisée et sa loi de municipalisation qui assigne des responsabilités de gestion des ressources naturelles au niveau local. Dans cette situation, les municipalités ne se sentent que des responsabilités, sans allocations de ressources, de droits, ni de bénéfices.

Par son approche, cet ouvrage révèle des éléments comparatifs incontournables pour la prise en compte des différents protagonistes d'une décentralisation démocratisée, et favorise ainsi le dialogue entre eux.

SOURCE

Municipal forest management in Latin America. Ed. L. Ferroukhi. CIFOR/CIID, 2003. 236 p.
www.cifor.cgiar.org/publications/pdf_files/Books/municipal_forest.pdf

Le Cadre de politiques d'adaptation

Alors que la communauté internationale reconnaît que le climat change à l'échelle du globe et s'en inquiète, il manque des modèles fondés sur l'expérience pratique, qui permettraient d'aider les pays en développement à réagir à ces changements et à réduire la vulnérabilité de leurs sociétés et écosystèmes.

Le Cadre de politiques d'adaptation (CPA) constitue un fil rouge à l'intention des équipes nationales chargées d'élaborer des politiques d'adaptation aux changements climatiques. Il ne sert pas à évaluer des effets, mais encourage les gouvernements à développer des stratégies d'adaptation.

Le CPA est conçu plus comme une carte routière que comme un livre de cuisine. Il propose une approche structurée pour élaborer des stratégies, des politiques et des mesures conformément aux objectifs globaux du développement, p. ex. la réduction de la pauvreté. Cela dit, la formulation de telles politiques présuppose des décisions politiques proactives dans des domaines sensibles à tous les niveaux des institutions et administrations gouvernementales.

Le succès du processus dépendra dans une mesure déterminante du renforcement réussi des capacités d'adaptation d'un pays. L'implication d'agences nationales et internationales financières et de coopération au développement paraît également essentielle.

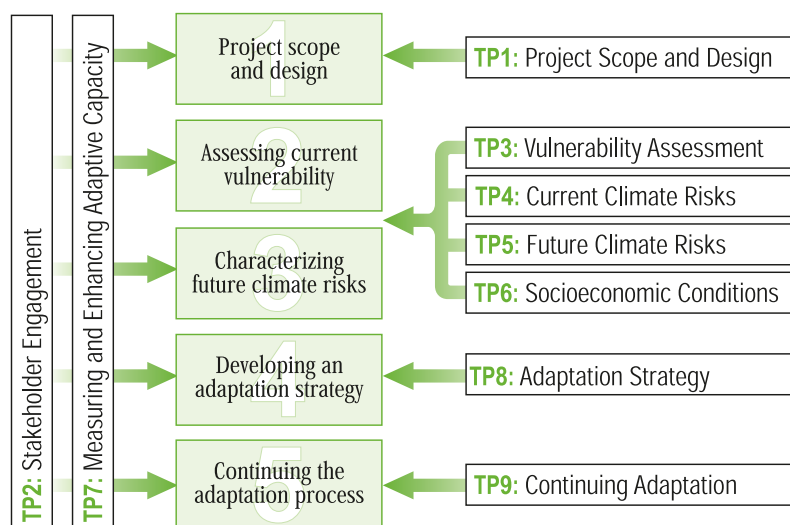
Le manuel de l'utilisateur et les fiches techniques fournissent des outils pratiques, méthodologiques et techniques dans les domaines suivants : développement de politiques, évaluations intégrées, formulation de projets.

Après une courte présentation du manuel et une explication concernant l'utilisation du CPA, l'utilisateur est piloté à travers cinq domaines clés (voir graphique) et doit effectuer certaines tâches en utilisant les outils techniques et méthodologiques des sept fiches techniques (*technical papers TP*).

Le CPA propose aux climatologues, politiciens et autres acteurs concernés de travailler de manière interdisciplinaire et participative dans le domaine des changements climatiques. Toutefois, son emploi exige une grande rigueur méthodologique et la capacité d'adapter les recommandations générales aux conditions spécifiques des pays.

S O U R C E

The Adaptation Policy Framework: Users' Guidebook. UNDP, GEF 2003. pp 36
www.undp.org/cc/pdf/APF/TP%20final/APF_UGB_final%20draft_compiled.pdf



Structure du document CPA (UNDP 2003: 4)

Gestion forestière intégrée et participative au Pakistan

La gestion participative des ressources naturelles, et plus spécialement des forêts, est en train d'être mise en œuvre dans la province frontalière au nord-ouest du Pakistan. Après de longues années de gestion traditionnelle orientée vers la maximisation des profits à tirer de la commercialisation du bois, le Département des forêts étudie actuellement de nouveaux moyens pour contenir la diminution des ressources naturelles, en l'occurrence les forêts naturelles dans les régions montagneuses de la province. A l'aide de deux études de cas, les auteurs décrivent l'approche qui a été développée, impliquant le Département des forêts et les communautés locales dans un processus participatif. Basé sur la connaissance et la compréhension des stratégies de vie des habitants de la région, un programme de développement polyvalent est en préparation au niveau des villages. Le Département des forêts aide les communautés à élaborer le programme, si possible par l'intermédiaire d'ONG locales, et leur fournit une assistance technique. La méthodologie pourrait servir de modèle entre autres pour la gestion durable des forêts dans la région.



*Exploitation de produits forestiers « non ligneux » : récolte de fourrage par les communautés locales. FMC/NWFP Project, 2003
photo : Ms. Bushra Khan*

Le concept mis en œuvre au Pakistan peut se résumer en ces quelques termes-clés :

- *Approche globale*
- *participation de toutes les parties concernées*
- *développement de compétences*
- *responsabilisation des communautés*
- *changement de rôle du Département des forêts dans le processus de décentralisation*
- *nouveau rôle des élus au niveau régional et réduction de la pauvreté*

SOURCE

Integrated participatory forest management in a densely populated mountain region, NWFP, Pakistan. Jan Willem Nibbering & Jean-Marie Samyn. In: Proceedings of the International Research Course "The formulation of Integrated Management Plans (IMPs) for mountain forests". Grugliasco, Dipartimento di Economia e Ingegneria Agraria, Forestale e Ambientale, 2003. 11 p. www.personalweb.unito.it/filippo.brun/Imps/IMPs.htm

L'UE soutient les exportateurs de pays en développement

Près de 40% des importations de l'UE viennent des pays en développement. Ceux-ci pourraient tirer un meilleur profit des préférences commerciales de l'Union européenne. Pour faciliter leur accès au marché communautaire, la Commission européenne a créé à leur intention un service d'assistance en ligne. Dans une première phase, ce service gratuit fournit des informations sur les droits de douane, la documentation douanière, les règles d'origine applicables, ainsi que des statistiques commerciales pour un grand nombre de produits agricoles. Parallèlement, une plate-forme interactive a été mise en place pour mettre en contact les exportateurs des pays en développement et les acheteurs de l'espace UE.

Dans une deuxième phase, en cours d'élaboration, il est prévu d'élargir cette offre à des prescriptions à l'importation par catégorie de produits, notamment en matière sanitaire et phytosanitaire. Les utilisateurs sont invités à coopérer activement au développement et à l'amélioration de cet outil.

SOURCES

*Expanding Exports Helpdesk. Advice for Developing Countries Exporting to the EU
<http://export-help.cec.eu.int/>*

*Trade and development: Pays en développement : l'Union européenne lance un service d'assistance en ligne pour promouvoir l'accès de ses marchés aux pays en développement. Bruxelles, le 2 février 2004
http://europa.eu.int/comm/trade/issues/global/development/pr020204_es.htm*

Effets négatifs de la libéralisation du marché de la noix de cajou

En concertation avec des partenaires du Mozambique et du sud de l'Inde, L'International Institute for Environment and Development (IIED) a développé un programme de recherche qui analyse les effets de la libéralisation économique sur les relations entre les femmes et les hommes, leurs revenus et les marchés agraires. L'analyse se concentre sur la production et la transformation de la noix de cajou, au Mozambique et en Inde.

L'Inde est le plus grand importateur de noix de cajou brutes et le plus grand exportateur de noix de cajou transformées. Au Mozambique, la noix de cajou est traditionnellement un aliment de base, en même tant qu'une source de revenus pour les petits paysans. Le gouvernement a jusqu'ici subventionné ce produit afin de soutenir l'industrie de transformation indigène. Sous la pression de la Banque mondiale, le Mozambique a dû renoncer à cette politique des prix. La BM en attend une relance de la production de noix de cajou pour l'exportation, et partant, une amélioration des revenus des producteurs.

Mais l'intervention de la Banque mondiale a son revers. Certes, la production s'est intensifiée au Mozambique, mais le revenu des petits paysans n'a que très peu augmenté. Les femmes surtout ont perdu leurs possibilités de revenu dans l'industrie de transformation et leurs conditions de travail se sont détériorées. Et si le secteur de la noix cajou est aux mains des femmes, les prestations d'aide n'arrivent pas jusqu'à elles.

En Inde, grâce à un marché domestique en forte expansion, la demande de l'industrie de transformation en noix de cajou brutes a augmenté. La noix de cajou y est une source de revenu, pour les femmes comme pour les hommes. Ici, la transformation de ce produit s'est déplacée de grandes entreprises industrielles à de petites entreprises, entraînant une détérioration des conditions de travail.

SOURCE

Sustainable Agriculture and Rural Livelihoods (SARL) project summary: Project name: Liberalisation, Gender, and Livelihoods: the cashew nut case in Mozambique and India.
www.iied.org/sarl/research/projects/t3proj01.html

Prévention et diminution des risques environnementaux

Les dégâts dus à des catastrophes environnementales ne cessent d'augmenter. Les approches suivies jusqu'ici, souvent d'ordre technique, pour estimer les risques et les atténuer n'ont été que partiellement couronnées de succès. D'où l'importance d'en développer des nouvelles qui tiennent compte des interactions et interdépendances des processus naturels et socio-économiques et qui repensent sérieusement la gestion des risques. Pour cela, il faut une connaissance approfondie des conditions locales et des régions à risque.

Les cartes de risques sont des instruments de plus en plus importants pour récolter des informations géophysiques et socio-économiques sur une région. Elles permettent de réduire de manière ciblée les dangers naturels ou provoqués par l'homme, de développer des mesures de prévention et d'en planifier la mise en œuvre. Le manuel « Sistema Integrado de Gestión Ambiental » est un outil méthodologique pour l'élaboration de telles cartes de risques pour les régions d'Amérique latine. Une bibliographie détaillée renvoie à des sources de données utiles.

SOURCES

Sistema Integrado de Gestión Ambiental Municipal para mitigación y prevención de riesgos ambientales. Manual de aplicación. G.F.L, A.G. Gervasio, N.E. Ortiz, EMS-SEMA, IDRC 2003.
<http://www.ems-sema.org/signa/index.html>

Hazard Management and Resilience in Mountains. Mountain Research and Development Vol. 24, No. 1. IMS 2004.
www.mrd-journal.org

Le jeu de rôles SAMBA

Dix représentants de la population locale d'une province du nord du Vietnam se réunissent autour d'un plateau de jeu représentant un paysage virtuel, et de 625 dés en bois dont chaque face représente une utilisation possible du sol. Lors de six parties, les paysannes et les paysans tentent de mettre en place un système d'exploitation du sol pour une période de six années consécutives. Ce jeu est au centre d'une semaine d'échanges intenses entre chercheurs et agriculteurs. Des interviews avec le groupe et avec des participants individuels complètent le jeu de simulation.

La semaine SAMBA poursuit trois objectifs :

1. acquérir des informations qualitatives et quantitatives sur l'exploitation de ressources naturelles dans un processus participatif ;
2. analyser le processus de transition d'une initiative à la création d'institutions collectives ;
3. créer une plate-forme de communication sur le développement d'une agriculture durable, basée sur la meilleure compréhension du jeu complexe des utilisations de ressources.

Ce jeu de rôle permet aux chercheurs de comprendre rapidement la dynamique complexe de l'agriculture dans une province du nord du Vietnam, caractérisée par une grande diversité sociale, économique et géographique, et de contribuer ainsi à optimiser l'exploitation des terres.

SOURCES

Constructing a Common Representation of Local Institutions and Land Use Systems through Simulation-Gaming and Multi-agent Modeling in Rural Areas of Northern Vietnam: The SAMBA-Week Methodology. S. Boissau; J.C. Castella in: *Simulation & Gaming*, September 2003, vol. 34, no. 3, pp. 342-357(16). Sage Publications

The SAMBA Role Play Game in Northern Vietnam: An Innovative Approach to Participatory Natural Resource Management. Stanislas Boissau, et al. In: *Mountain Research and Development*, Vol 24, No 2: p 101 – 105.



Une session de simulation par le jeu : des joueurs entourant le jeu SAMBA. photo : J.C. Castella

La déforestation et les systèmes agraires à Madagascar

La culture de riz pluvial sur brûlis – le tavy – est au cœur de la société et des habitants de la Côte Est de Madagascar. Accusé d'être la cause de la déforestation, il est toujours largement pratiqué par les paysans malgaches qui y trouvent un compromis entre risques climatiques, main d'œuvre et sécurité alimentaire.

L'ouvrage présente une étude qui distingue diverses pratiques de tavy et en décrit en particulier les caractéristiques culturelles (selon différentes ethnies) et économiques. Les relations sociales liées au feu et à la déforestation sont analysées de manière pertinente et instructive, parfois au détriment des processus écologiques abordés de manière plus superficielle.

Le bilan des recherches est moins complet qu'annoncé par les auteurs et présente, comme la discussion des opportunités contractuelles de gestion communautaire, certaines influences «d'école». Toutefois, la lecture de ce livre peut être chaudement recommandée à tous les intéressés à la culture sur brûlis et surtout aux gestionnaires de projet et décideurs qui pourront avoir une influence sur la manière d'aborder la déforestation de l'Est malgache.

SOURCE

Déforestation et systèmes agraires à Madagascar: les dynamiques des tavy sur la côte orientale. Ed. B. Auber [et al.]. Cirad, Fofifa, Cite, 2003. 220 p.

Edition

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut-être commandé à l'adresse ci-dessous.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale, et s'appuie sur trois centres : Inforest/Intercooperation, Info Service CDE et InfoAgrar. Ce service est financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

Equipe de rédaction :

Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, Felix Hintermann

Contact :

*InfoResources
Länggasse 85
3052 Zollikofen
Tel.: +41 31 910 21 91
Fax: +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch
www.inforesources.ch*

Symposium Genre et Forêt

Du 1–10 août prochain se tiendra à Arusha en Tanzanie le second symposium international Genre et Forêt. Cet événement va s'intéresser à l'accès des femmes et des hommes aux ressources forestières, et tentera de repérer d'une part l'amélioration des moyens d'existence qui en découle pour les plus démunis, et d'autre part le progrès engendré dans la gestion durable des forêts.

Les sous-thèmes traitant par exemple de la santé, de l'écotourisme, des migrations ou d'une région géographique spécifique sont prometteurs. L'organisation incombant notamment à IUFRO (International Union of Forestry Research Organizations), l'événement proposera certainement des contributions intéressantes, que ce soit au niveau global ou local. Il s'adresse tant aux personnes du domaine de la recherche qu'aux communautés de base, aux partenaires du développement et aux opérateurs du secteur privé.

INFORMATION

www.envirocaretz.org/symposium.asp#b